



**PRÉFET
DE L'INDRE**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

Direction du développement
local et de l'environnement
Bureau de l'environnement

ARRÊTÉ du - 6 SEP. 2023
mettant en demeure la Société REVIVAL
153, rue Ampère, CHÂTEAUROUX
au titre des installations classées pour la protection de l'environnement

Centre de tri de déchets

LE PRÉFET DE L'INDRE,

Vu le code de l'environnement ;

Vu l'arrêté préfectoral n° 97-E-670 du 25 mars 1997 autorisant la société REVIVAL à exploiter un centre de tri de déchets au 153, rue Ampère, 36 000 Châteauroux, concernant notamment les rubriques 2713, 2714, 2716, 2718, 2719 et 2791 de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement ;

Vu l'article 3.7. de l'arrêté préfectoral du 25 mars 1997 susvisé, relatif à la prévention de la pollution de l'eau ;

Vu le rapport de l'inspecteur de l'environnement du 31 juillet 2023, faisant suite à la visite du 20 juin 2023, transmis à l'exploitant par courrier du 1er août 2023 conformément aux articles L. 171-6 et L. 514-5 du code de l'environnement ;

Vu le courrier du 2 août 2023 informant l'exploitant des constats relevés, des sanctions encourues dans le cadre de la mise en œuvre de la procédure de mise en demeure et du délai de quinze jours dont il dispose pour formuler ses observations ;

Vu l'absence d'observations de l'exploitant ;

Considérant que lors de la visite en date du 20 juin 2023, l'inspecteur de l'environnement a constaté un écoulement d'eaux noires au niveau du point de rejet au milieu naturel du réseau de collecte des eaux de ruissellement de l'établissement ;

Considérant que ces constats constituent un manquement aux dispositions de l'article 3.7. de l'arrêté préfectoral du 25 mars 1997 susvisé pouvant avoir un impact sur l'environnement ;

Considérant que face à ce manquement, il convient de faire application des dispositions de l'article L. 171-8 du code de l'environnement en mettant en demeure la société REVIVAL de respecter les prescriptions de l'article 3.7. de l'arrêté préfectoral du 25 mars 1997 susvisé, afin d'assurer la protection des intérêts visés à l'article L. 511-1 du code de l'environnement ;

Sur proposition de la secrétaire générale de la préfecture de l'Indre,

ARRÊTE

Article 1^{er} : Mise en demeure

La Société REVIVAL, dont le siège social est situé 119, avenue du Général Michel Bizot, 75012 PARIS, exploitant un centre de tri au 153, rue Ampère, commune de CHÂTEAUROUX, est mise en demeure de respecter sous un délai de trois mois, les dispositions suivantes à compter de la notification du présent arrêté :

- Sont interdits tous déversements, écoulement, rejets, dépôts directs ou indirects d'effluents susceptibles d'incommoder le voisinage, de porter atteinte à la santé publique ainsi qu'à la conservation de la faune et de la flore, de nuire à la conservation des constructions et réseaux d'assainissement, et au bon fonctionnement des installations d'épuration, de dégager en égout directement ou indirectement des gaz toxiques ou inflammables.

Article 2 : Sanctions

Dans le cas où les obligations prévues à l'article 1 ne seraient pas satisfaites dans le délai prévu par ce même article, et indépendamment des poursuites pénales qui pourraient être engagées, il pourra être pris à l'encontre de l'exploitant les sanctions prévues à l'article L. 171-8 du code de l'environnement.

Article 3 : Délais et voies de recours

Conformément aux articles L. 171-11 du code de l'environnement et R. 421-1 du code de justice administrative, la présente décision est soumise à un contentieux de pleine juridiction. Elle peut être déférée à la juridiction administrative compétente, le tribunal administratif de Limoges, par :

- l'exploitant dans un délai de deux mois à compter de sa notification ;
- les tiers intéressés en raison des inconvénients ou des dangers que le fonctionnement de l'installation présente pour les intérêts mentionnés aux articles L. 211-1 et L. 511-1 du code de l'environnement dans un délai de deux mois à compter de la publication ou de l'affichage de ces décisions.

Le tribunal administratif de Limoges peut être saisi par l'application informatique Télérecours accessible par le site internet www.telerecours.fr.

Article 4 : Notification et publicité

Le présent arrêté sera notifié à Société REVIVAL.

Une copie en sera adressée aux personnes suivantes :

- le directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement du Centre-Val de Loire ;
- le maire de la commune de CHÂTEAUROUX, pour information.

Conformément à l'article R. 171-1 du code de l'environnement, la présente décision sera publiée sur le site internet des services de l'État dans l'Indre, www.indre.gouv.fr, pendant une durée minimale de deux mois.

Article 5 : Exécution

La secrétaire générale de la préfecture de l'Indre, le directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement du Centre-Val de Loire sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Pour le Préfet et par délégation,
la Secrétaire Générale,



Nadine CHAÏB